

Séquence 2

La question de départ

« En France est-ce qu'on est en démocratie ? »

En formation, pour aborder la Démocratie, je commençais souvent par une question :

En France, est-ce qu'on est en démocratie ?

Les participantes et participants sont perplexes

- quelle drôle de question ?

- où il veut en venir ?

Et là un premier échange, et une **tension** entre OUI et NON

OUI

- La démocratie, c'est notre système politique

On l'a mis en place en 1789, on le sait depuis l'école primaire

- OUI on a des élections libres

Si la France n'est pas une démocratie, la démocratie est nulle part

Mais en même temps **NON**

« Le gouvernement du peuple, par le peuple pour le peuple » :

- **du peuple, par le peuple** : C'est pas le peuple qui gouverne, c'est le président et le Gouvernement, et ce sont les députés qui font les lois.

Ils sont élus pour ça. Mais, on ne peut pas faire autrement.

- **pour le peuple** : là, le débat devient plus fort :

- NON, et ce qui revient c'est

- le NON au TCE où le peuple par référendum vote NON et les gouvernements le font quand même.
- La Loi El Khomri,
- La retraite à 64 ans alors que plus de 80 % des salariés étaient contre.
- (aujourd'hui on aurait probablement) Macron qui perd les élections européennes, puis des Législatives et qui continue la même politique, il refuse d'appeler le NFP (le groupe dominant au parlement élu) au gouvernement.

Contrat social autour du consensus républicain

A la fin de l'échange il est acquis que **Le Peuple** et les **Élus du Peuple**, ce n'est pas la même chose, mais on constate que même si les citoyens remettent en cause ce que fait le personnel politique national depuis une quinzaines d'années, le monde a intégré que les **représentants élus étaient légitimes** pour gouverner au nom du peuple.

C'est le **consensus sur le Contrat social républicain**.

Pour **la plupart des personnes, c'est comme ça. On vote.** et on ne se pose même plus la question du décalage. On ne voit pas comment faire autrement.

ou bien le décalage entre la volonté populaire et sa représentation conduit certaines et certains à rejeter le vote (**abstention**), à user de la **violence** pour se faire entendre (Gilets jaunes), d'autres qui mettent en œuvre des **coordinations** pour faire de la politique autrement.

Deux définitions de la démocratie

Pour continuer, en plus de la définition habituelle de la démocratie ;

Le gouvernement du peuple, par le peuple pour le peuple.

Je propose que pour le travail ensemble, on s'appuie sur la définition de *Paul Ricoeur*

"Est démocratique, une société qui se reconnaît divisée, c'est à dire traversée par des contradictions d'intérêts, et qui se fixe comme modalité d'associer à parts égales chaque citoyen dans l'expression, l'analyse, la délibération et l'arbitrage de ces contradictions"

- l'intérêt général n'existe pas en soit (les intérêts sont contradictoires)¹,
- la démocratie est une **organisation sociale** où
- **l'arbitrage de ces contradictions est entre les mains de chaque citoyen, à parts égales.**
- ce qui suppose pour chacune et chacun, le **droit d'expression**
- mais également la possibilité d'**analyser**, de **délibérer** et d'**arbitrer** accordée à chaque citoyen.

Autrement dit : **La Démocratie n'est pas un système politique fixé une fois pour toute,**

C'est un idéal à construire et à défendre en permanence².

¹ Ce qu'on peut qualifier d'intérêt général, c'est ce qui fait **consensus** pour la très grande majorité des gens. Par exemple tout le monde à intérêt au respect de la nature, à se qu'on donne une éducation aux enfants, à éviter la guerre....

² Voir **Les grandes étapes des conquêtes démocratiques**

la Convention citoyenne pour le climat.

J'ai trouvé intéressante d'un point de vue **expérimentation démocratique**, l'initiative de Macron, suite aux Gilets Jaunes, de la Convention citoyenne pour le climat

- 150 citoyens et citoyennes, tirés au sort, c'est à dire **représentatifs des intérêts contradictoires**
- avec un **mandat impératif**³ « *définir les mesures structurantes pour parvenir, dans un esprit de justice sociale, à réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40 % d'ici 2030 par rapport à 1990* »
- pour exercer leur mandat, ils disposaient de 7 W.E. de rencontres étalés sur 6 mois.
- Ils ont pu faire appel aux spécialistes dont ils avaient besoin pour faire leurs *analyses*,
- Ils ont *délibéré* entre eux, ils ont du *arbitrer* pour arriver à produire 150 propositions cohérentes.

Une véritable production démocratique

qui correspond à la définition de Paul Ricoeur

mais à ce moment là, cette **production démocratique** que le Président de la République a initiée, il n'en tient pas compte et se contente de reprendre ce qui correspondait à ses souhaits.

J'ai repensé à la phrase dans **le Guépard**⁴, où le jeune aristocrate explique à son père qu'en période de trouble (Au moment où Garibaldi combat l'aristocratie en vue de l'unification italienne) quand on veut garder le pouvoir et ses privilèges,

«

Si nous (les aristocrates) ne sommes pas là (où se fait la révolution), ils (les garibaldiens) vont nous arranger la République. Si nous voulons que tout reste tel que c'est, il faut que tout change »

Le titre du programme de Macron en 2017 : « **Révolution** »

3 Le **mandat impératif** est une forme de mandat politique, dans lequel le pouvoir est délégué à une organisation ou un individu élu en vue de mener une action définie dans la durée et dans la tâche, selon des modalités précises auxquelles il ne peut déroger. Il s'oppose au **mandat représentatif**

4 **Le Guépard** roman de Giuseppe Tomasi di Lampedusa, mis en film par Visconti